

tre, hier soir, a laissé transpirer, au début de son allocution, deux principes à l'effet que le pays visait, premièrement, à défendre le Canada et, deuxièmement, à promouvoir le maintien de la paix dans le monde.

Voilà, à mon sens, deux objectifs très louables mais qui demeurent trop dans la terminologie générale. Je m'attendais à recevoir de l'honorable ministre, dans ce discours d'importance, à l'ouverture de l'étude des crédits de ce ministère très important de notre pays...

[Traduction]

M. Brand: Monsieur le président, je pose la question de privilège. Le système de traduction simultanée ne fonctionne pas. Les nombreux députés qui ne peuvent comprendre le français que parle très couramment le député de Sherbrooke n'y entendent rien sans traduction simultanée; je suis sûr qu'ils tiennent à suivre l'excellent discours du député.

M. le président: La présidence avait elle-même constaté que l'interprétation faisait défaut. Nous faisons en sorte que le service soit rétabli. En attendant, le député pourrait sans doute poursuivre son discours pendant quelques instants sans traduction simultanée.

• (4.20 p.m.)

[Français]

M. Allard: Monsieur le président, je disais donc qu'hier je m'attendais à ce que l'honorable ministre de la Défense nationale profite de la circonstance, au tout début de l'étude des crédits de son ministère, pour exposer à la Chambre ainsi qu'à tous les Canadiens, une politique bien définie.

Nous constatons que dans l'organisation du domaine matériel, l'honorable ministre et les fonctionnaires de son ministère se sont montrés très soucieux, depuis quelques années... ils ont atteint un certain succès, jusqu'ici, dans l'organisation du domaine matériel, au point de vue de l'intégration des forces armées. Très bien, je le concède.

Mais ce que les Canadiens veulent, c'est de connaître la politique, à court terme et à long terme, du gouvernement et du ministère de la Défense nationale.

On semble vouloir marcher à l'improviste: «Malbrough s'en va-t-en guerre», mais où va-t-il, quand reviendra-t-il, et jusqu'où veut-il aller?

On a souvent l'impression, en étudiant les crédits de la Défense nationale, qu'on est un peu comme un Don Quichotte qui donne un coup de glaive dans le vent. On ne sait pas, on ne sent pas et on ne nous établit pas, en cette enceinte, ce que comportent, de façon efficace, la plupart de toutes ces dépenses, ou du moins les sommes les plus substantielles.

[M. Allard.]

Évidemment, les principes que l'honorable ministre a énumérés ont été de nature trop générale. Ils ne tiennent pas entièrement compte de la réalité canadienne, de ce qu'on veut au pays, et c'est pourquoi le peuple canadien, qui est rempli de bon sens, a fait connaître son attitude en envoyant trois gouvernements minoritaires, au cours des trois dernières élections. Le peuple canadien ne sait pas où va l'administration de la défense nationale.

La défense nationale est un secteur très important au pays. On a l'impression que l'humble citoyen, l'ouvrier, le cultivateur, le collet blanc ainsi que l'humble député que je suis, s'engage dans une voie hasardeuse, relativement à la politique de la défense nationale.

Eh bien, monsieur le président, très humblement, cet après-midi, je veux soumettre à l'honorable ministre et à ses collègues quelques réflexions, quelques principes sur lesquels devrait être appuyée une politique canadienne sur le plan militaire.

Le premier critère est que le Canada doit organiser sa propre défense et participer avec ses alliés, selon ses moyens et selon une proportion raisonnable de son budget national.

Il ne nous sert à rien—parce que souvent l'envie nous prend de passer de l'état de la grenouille à celui du bœuf, comme disait La Fontaine—de vouloir, dans le concert des nations, non seulement dans le domaine pacifique des relations extérieures mais également dans la participation militaire internationale, jouer, participer et prendre des initiatives au-dessus de nos capacités de défense et même au-dessus de nos capacités d'absorption.

Actuellement, il n'y a pas de crise immédiate ou prochaine de conflits mondiaux qui incite notre pays à forcer la note du côté des dépenses militaires, loin de là, car l'honorable ministre disait justement, dans son allocution d'hier soir, qu'à l'horizon, sur le champ international, la situation ne semblait pas alarmante et que les relations entre le bloc communiste et celui des alliés semblent s'être beaucoup améliorées.

Alors on devrait profiter de cette période de détente, de cette période de conciliation pour réduire nos dépenses militaires et définir une véritable politique militaire à long terme pour le Canada.

Nos ressources et nos revenus doivent être utilisés davantage pour combattre la pauvreté au Canada d'abord, et ailleurs ensuite. On devrait réduire nos dépenses militaires et relever les allocations familiales, les pensions de vieillesse et l'aide aux pays affamés.

C'est ce que le Canada devrait faire, monsieur le président, mais il fait le contraire.